

# Tribune socialiste

N° 323 / 13 AVRIL 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Collombert



## L'érosion du gaullisme

Georges Servet

## Debré et ses soucis

Jacques Malterre

## Le maquis de la recherche scientifique

Mathieu Longeait

## Les cartes de Kiesinger

Michel Joch

## Colloque sur le tiers monde

Manuel Bridier

## Lorraine : le non-retour

Pierre Belleville

La grève des mines de fer a été une surprise. Certes, le mécontentement des mineurs, placés depuis trois ans sous la menace permanente des licenciements et dont le pouvoir d'achat était sans cesse abaissé par des réductions d'horaire, était une donnée constante. Mais pourquoi avoir choisi précisément ce moment-là ? Un peu comme ils avaient, en 1963, mis à profit la grève des mineurs de charbon, les dirigeants syndicaux, en 1967, ont utilisé le contexte.

La détérioration du climat social.

la vague de grèves dans l'industrie privée, le climat politique au lendemain d'élections qui ont vu le P.C.F. gagner un député, le P.C.F. et le P.S.U. gagner de forts pourcentages dans la région des mines de fer, les négociations en cours dans le secteur de la sidérurgie, voilà trois occasions réunies pour opérer un changement de tactique qui s'avérait indispensable.

*Pas de nouveaux « Trieux »*

Depuis 1963, le syndicat majoritaire C.G.T. (80 %) avait réagi à cha-

que fermeture de puits ou à chaque licenciement partiel. Mais à partir du moment où une première et dure bataille avait été perdue à Trieux à l'automne 63, cette tactique s'avérait inefficace. Le patronat gardait l'initiative des opérations, du moment du licenciement, du moment de leur annonce, de leur dosage, etc. Dans le pire des cas, il avait affaire à quelques centaines de grévistes directement concernés par les menaces, et il n'était nullement gêné par les grèves puisqu'il disposait de stocks sur

(Suite page 4)

## □ Manifestations contre Humphrey

En quittant le territoire français, le vice-président Humphrey a cru bon de se déclarer content de l'accueil populaire qui lui avait été fait. Le sourire contraint avec lequel il l'a dit n'est évidemment pas le nôtre. Pour notre part, nous sommes satisfaits des manifestations auxquelles notre Parti avait appelé, avec le Comité National Vietnam, l'U.N.E.F., le Parti Communiste, le Mouvement de la Paix la C.G.T., etc.

Non que celles-ci nous aient paru revêtir l'ampleur nécessaire. Nous devons aller loin, beaucoup plus loin encore, et faire tous d'immenses efforts, pour que la lutte contre l'agression américaine au Vietnam, et la manifestation de notre solidarité avec le peuple vietnamien, prennent des formes et affirment des objectifs d'un niveau plus élevé.

Mais l'essentiel de notre satisfaction vient de la jeunesse de l'ensemble des manifestants et de leur combativité naturelle. Elle prouve que l'on peut effectivement développer un mouvement plus large, plus efficace, et plus politique.

Les prochaines assises du Comité Vietnam National, qui se tiendront à Issy-les-Moulineaux, les 22 et 23 avril, ne manqueront pas de manifester cette progression. □

## □ L'affaire Escriva

L'arbitraire franquiste a été trop souvent souligné dans nos colonnes pour que l'affaire Escriva, que nous signalent nos camarades des Pyrénées-Orientales, nous surprenne vraiment. Mais elle est significative pour tous ceux qui croient de bonne foi, ou feignent de croire (trop nombreux dans la presse), à la libéralisation du régime. Et par exemple à l'amnistie.

Depuis 1945, Fernando Escriva habitait en France avec sa femme et ses trois enfants. A Noël dernier, il a cru à la loi d'amnistie et à la parole du consul d'Espagne à Perpignan qui lui remettait son passeport et lui garantissait qu'il ne lui arriverait rien.

Dès son arrivée à son pays natal, il a été arrêté et remis à la disposition d'un juge militaire, pour des faits remontant à plus de vingt ans, alors que Escriva n'avait que 16 ans, et qui étaient au demeurant parfaitement honorables : l'accusation reprochant à Escriva d'avoir ravitaillé à cette époque des militants clandestins, parmi lesquels se trouvait un membre de sa famille.

Le P.S.U. joint tous ses efforts à l'ensemble des forces de gauche, qui mènent campagne pour obtenir la libération de Fernando Escriva. □

## □ Les marches du M.C.A.A.

Elles se dérouleront cette année les samedi 22 et dimanche 23 avril et revêtiront une importance particulière du fait de l'aggravation de la guerre du Vietnam et de la prolifération sans cesse plus dangereuse des armements atomiques dans le monde.

Les principaux rendez-vous sont : Samedi 22 avril :

BRETAGNE - de Bruz à Rennes.

Dimanche 23 avril :

REGION PARISIENNE - de Charenton à Suresnes.

NORMANDIE - de Nonancourt à Dreux.

NORD : de Lille à Helemmes.

FRANCHE-COMTE - de Macornay à Lons-le-Saunier.

BASSES-PYRENEES : de Coaraze à Pau.

HAUTE-GARONNE - de Muret à Toulouse.

LANGUEDOC - de La Madeleine à Montpellier.

LYONNAIS - dans la ville de Lyon.

PROVENCE - de Sorgues à Avignon.

LORRAINE - autour de Metz.

Il faut également signaler l'exposition « Les savants dénoncent... » à la Nef de Paris, 25, rue des Boulangers, Paris-5<sup>e</sup>, dont le vernissage a eu lieu le 10 avril et qui est patronnée par Alfred Kastler, André Lwoff, Prix Nobel, Théodore Monod, membre de l'Institut, et Jean Rostand, de l'Académie française.

## □ Pour une conférence internationale de la gauche socialiste

La crise de l'unité européenne et l'ébranlement du régime gaulliste en France, les difficultés du Marché commun, l'offensive de la politique impérialiste américaine et la guerre du Vietnam ont rendu, ces derniers mois, de plus en plus nécessaire une confrontation internationale de la gauche socialiste.

C'est dans cet esprit qu'une réunion a eu lieu le 9 avril à Bruxelles à l'initiative du Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne. Le P.S.U. était représenté à cette réunion par nos camarades Claude Bourdet et Pierre Naville.

Un rapport de T. Vecchietti, secrétaire général du P.S.I.U.P., a ouvert une discussion au cours de laquelle ont été abordées les questions pratiques de la coordination des efforts de la gauche socialiste en Europe, et à laquelle ont pris part tous les participants. A l'issue des débats, le communiqué suivant a été adopté à l'unanimité :

*Un certain nombre de personnalités et de représentants d'organisations socialistes se sont réunis le 9 avril 1967 à Bruxelles. Après avoir discuté de la situation internationale, ils ont suggéré de proposer la réunion d'une conférence internationale largement ouverte qui aura les objectifs suivants :*

1° *Parvenir à l'abolition de l'O.T.A.N. et des blocs militaires régionaux, et mettre fin à la course aux armements;*

2° *Appuyer les luttes d'émancipation des peuples du tiers monde contre l'impérialisme politique et économique et le néo-colonialisme;*

3° *Coordonner les efforts des travailleurs européens pour créer un front uni effectif contre le grand capital au niveau international, et pour promouvoir les solutions socialistes aux problèmes économiques et sociaux actuels.*

Cette résolution a été signée par les organisations suivantes : *Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne* (T. Vecchietti, C. Sanna, G. Migliardi, A. Todisco); le *Parti Socialiste Unifié* (C. Bourdet, P. Naville); la *Confédération Socialiste des Travailleurs* de Belgique (réunissant le Parti Wallon des Travailleurs, l'Union de la Gauche Socialiste et le Mouvement Socialiste des Flandres; P. Legrève, E. Mandel, R. Nicolas, G. Dobbeleer, W. Caluwaerts); le *Parti Socialiste Pacifiste* de Hollande (F. Van der Spek, P. Smolders); le *Socialistisk Folkeparti* de Norvège (K. Löfnsnes); le *Socialistisk Folkeparti de Danemark* (J. Maigard); le *Sozialistischer Deutscher Studentenbund* d'Allemagne Fédérale (R. Reiche); le groupe *Sozialistischer Bund* de Frankfurt (H. Brakemeier); et, à titre personnel, I. Mikardo, A. Kerr et R. Kerr, membres du Parlement britannique (Labour).

Cette initiative sera accueillie avec

faveur par tous ceux qui comprennent aujourd'hui la nécessité de coordonner les efforts de toute la gauche socialiste à l'échelle internationale, et notamment européenne. Bien entendu, il ne peut s'agir pour le moment que d'une libre discussion sur nos perspectives, mais sans perdre de vue qu'une coordination suppose autre chose que des contacts épisodiques. L'extension des entreprises américaines anti-révolutionnaires à travers le monde nous dicte la voie : qu'il s'agisse de la guerre que les U.S.A. mènent contre le peuple vietnamien ou de la pénétration économique en Europe et dans le monde entier, seule une coopération suivie et étroite de tous les mouvements vraiment socialistes peut créer un barrage efficace. En Europe même, le problème de la « sécurité » et de la défense des travailleurs contre l'emprise du néo-capitalisme du Marché commun se pose d'urgence. Le « statu quo » dans ce domaine équivaldrait à laisser les bourgeoisies nationales, celles de l'Europe des Patries », chère à de Gaulle, tirer parti à leur profit des tendances à la résistance aux implantations capitalistes américaines.

Tous ces problèmes sont commandés par la lutte pour une perspective socialiste de développement, seule alternative sérieuse à l'impasse où les « grandes puissances » conduisent les peuples vingt ans après la seconde guerre mondiale. L'initiative de Bruxelles vient à son heure. □

## □ Calendrier Vietnam

Samedi 15 avril, à 20 h 30 :

Assemblée Générale du Mouvement du Milliard pour le Vietnam. Mutualité, Paris, Salle M.

Dimanche 16, 9 h 30 à 19 h 30 :

Journée de Formation sur le Vietnam, avec la participation de Jean Lacouture et Claude Jullien. Cette journée est destinée aux militants désireux d'améliorer leurs connaissances sur le problème vietnamien, la situation au Vietnam et les positions vietnamiennes, afin de pouvoir assurer plus efficacement les tâches d'information et de propagande liées à la campagne du Mouvement du Milliard. Relais Inter. de la Jeunesse, 38, Iles des Migneaux, Poissy.

Samedi 22 et dimanche 23 avril : Assises Nationales du Comité Vietnam National. Issy-les-Moulineaux. Théâtre Municipal.

Du 26 avril au 6 mai :

Tribunal International pour les Crimes de Guerre créé sur l'initiative de la Fondation B. Russell, Paris, Hôtel Continental.

### Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Harris Puisais

Directeurs adjoints  
Gérard Constant  
Christian Guerche

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction  
Claude Glayman

Administration :  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'administration

Publicité littéraire :  
71, rue des Saints-Pères  
Paris-6<sup>e</sup>

Abonnements :  
C.C.P. Paris 58 26 65  
6 mois 18 F - 1 an 35 F  
Soutien à partir de 70 F  
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :  
Roger Cérat


**Éditorial**

# Le gaullisme en proie à l'érosion

Georges Servet

**L'**événement de la semaine est paraît-il la formation du nouveau gouvernement. Mais ce n'est pas un événement. Les postes essentiels ne changent pas de titulaire sauf l'Intérieur et l'Éducation nationale, et l'on ne peut tirer de ce changement précis aucune signification politique ; l'équilibre entre les différentes composantes du gaullisme n'est guère modifié non plus : les giscardiens restent en nombre égal, les gaullistes de gauche ne paient en rien leur déroute électorale, et paraissent même progresser si l'on compte parmi eux MM. Billotte et Guéna, les ralliés du M.R.P. perdent M. de Chambrun et gagnent Maurice Schumann, enfin l'U.N.R. de stricte obédience conserve la même importance relative et les mêmes postes clés.

Le suffrage universel n'a suffi ni à mettre fin à la carrière ministérielle des grands battus, MM. Couve de Murville et Messmer, ni à modifier la composition politique du gouvernement. Rien ne s'est passé...

Et pourtant, la situation n'est plus la même. Le régime sort affaibli de ces élections, même s'il n'accuse pas le coup dans la composition de son gouvernement.

Les premiers à s'en rendre compte sont d'ailleurs les Français eux-mêmes, travailleurs salariés ou paysans. Le développement des luttes sociales auquel nous assistons actuellement est le signe de ce que des vigneron du midi aux mensuels de Sud-Aviation à Saint-Nazaire, des mineurs de fer aux travailleurs de Rhodiaceta, des ouvriers de Berliet aux petits commerçants luttant contre la T.V.A., tous comprennent que le gaullisme a besoin de se renforcer et qu'il est donc temps de lui arracher des concessions.

Mais le résultat est une floraison de conflits disparates, que ne relie les uns aux autres aucune orientation politique et surtout aucune organisation commune. Certaines de ces revendications ont des aspects poujadisants.

Il est triste par exemple, de voir le parti communiste et dans une certaine mesure la F.G.D.S. soutenir les petites et moyennes entreprises pour demander le report à 1970 de la généralisation de la T.V.A., qui est pourtant la seule mesure relativement progressiste de la dernière législature dans l'ordre économique et social. A trop chercher les voix « centristes », on rencontre la compromission avec la droite.

Les luttes amorcées par les salariés ne souffrent pas des mêmes compromissions mais ne sont guère plus claires pour autant. Il s'agit beaucoup plus souvent de revendications touchant les conditions de travail que les salaires donc, de revendications plus en avance que les plates-forme confédérales. C'est ce qui explique la stratégie de la C.G.T. : elle les fait dévier vers des revendications purement salariales pour garder le contrôle des mouvements, et peut ainsi, comme à Rhodiaceta, conclure sur un accord avec une apparence de succès, mais les travailleurs sentent bien que rien n'est résolu pour eux. Il faut donc s'attendre à ce que le conflit reprenne tôt ou tard. La multiplication de mouvements aussi divers, qui tiennent à la pression de la base plus qu'aux consignes syndicales, n'a qu'une explication : le sentiment que l'adversaire est affaibli. Mais la solution d'ensemble est politique, et pour l'emporter il faut faire de cet ensemble de revendications un tout cohérent sur quoi puisse s'appuyer une politique socialiste. Cela suppose que les mouvements ne s'aff-

faissent pas dans des échecs discrets mais qu'au contraire les revendications soient triées, et celles qui correspondent aux objectifs prioritaires soient conduites jusqu'au succès.

Or le patronat ne lâche rien ou presque rien. Il refuse la discussion, ergote, repousse en bloc les revendications intéressant les conditions de travail, et accorde des aumônes sur les salaires. Il y a à cela deux raisons principales : la première est qu'il a peur, la seconde est que sur les problèmes essentiels la solution dépend de l'État.

La patronat est inquiet. De manière plus générale, les perspectives ouvertes par les résultats des élections et par les mouvements sociaux commencent à provoquer la grande peur des possédants. La droite n'est antigaulliste qu'aussi longtemps que ce n'est pas dangereux. Mais si la victoire de la gauche apparaît probable, les choses changent : le vote de la moitié des centristes pour Chaban l'a bien montré. C'est dès maintenant clair : les prochaines élections ne se feront plus seulement contre « le pouvoir personnel » — dont on ne parle plus maintenant qu'il s'avère avoir tant besoin du Parlement — mais contre la politique sociale de la droite. La frontière politique n'est pas la même, et c'en sera fini des voix centristes pour la gauche.

Mais le gaullisme n'a pas pour autant partie gagnée. Il lui faut résoudre la crise des chantiers navals, celle des mines de fer et de la sidérurgie, relancer le logement, éviter une augmentation trop massive du chômage. Il a besoin pour tout cela d'assurer « la paix sociale » comme on dit à droite, notamment dans le secteur public. C'est à lui, bien plus qu'au patronat, de choisir les solutions qu'appellent les difficultés sociales les plus criantes.

Cela nous ramène au gouvernement, à sa liberté de manœuvre et à sa composition.

M. Pompidou avait cru habile de préparer les élections en éludant le problème de la Sécurité Sociale, en limitant les hausses nécessaires de tarifs publics, en acceptant des prix agricoles éle-

vés. Il jugeait plus facile de régler ces problèmes après les élections qu'avant, et ce l'est moins.

Le résultat le plus immédiat est que les charges du budget de 1967 au titre de ces problèmes non résolus sont énormes. L'impasse augmente vite, et ce que vont absorber les entreprises nationales et la Sécurité Sociale sera autant d'enlevé au logement, aux conversions et aux travailleurs de la fonction publique.

Or, Giscard veille sur l'équilibre budgétaire. Si le gouvernement tente de chercher son salut dans une politique inflationniste il prépare la succession pour Giscard.

Mieux, l'impression se dégage à l'examen de la composition du gouvernement, que la méfiance se répand entre les différentes forces gaullistes, et qu'elles cherchent à se surveiller les unes les autres. Il faut faire place aux gaullistes de gauche, mettons Michelet à la Fonction Publique : comment pourrait-il y être dangereux ? L'arme essentielle du gaullisme pour résoudre certains problèmes difficiles est l'aménagement du territoire : il passe sous le contrôle de Marcellin, ministre giscardien. M. Pisani, gaulliste de gauche efficace et réélu, mais frustré de sa loi foncière, voulait une satisfaction : la maîtrise de la politique du logement. On la lui donne..., mais on lui enlève les transports. Qu'il fasse de l'équipement sans cela. Le dispositif est bien verrouillé. Une seule faille : Guichard pourrait mener une politique industrielle brutale et dynamique s'il s'appuie sur un budget audacieux. Mais Giscard lui-même veille au bon endroit, la Présidence de la Commission des Finances.

Le P.S.U. avait toujours affirmé que l'affrontement avec le gaullisme se ferait sur le plan social. Nous y sommes. C'est un domaine qu'il néglige. Il est maintenant lié par ses électeurs : le gaullisme correspond socialement à la droite classique aujourd'hui. Pour la vaincre, il faut proposer aux travailleurs une politique audacieuse mais cohérente et réaliste. Ce sera le travail de l'opposition de gauche pendant cette législature. □

☐ Mines de fer :

## Grève en Lorraine

(Suite de la première page)

le carreau d'autres mines. Il avait à la fois les atouts que lui confère la dispersion de la propriété minière et ceux de l'unité d'action entre propriétaires. Le syndicat, lui, avait perdu l'initiative, il était obligé de courir après l'événement. Malgré l'unité syndicale, le patronat parvenait à réaliser la division des travailleurs en isolant chaque petit groupe licencié de ceux qui avaient la chance de travailler encore et qui pouvaient garder l'espoir d'être parmi les quelques privilégiés qui resteraient mineurs.

En renversant sa manière d'opérer, en lançant, comme en 1963, un mouvement général, le syndicat posait de nouveau le problème dans son ensemble, comme il doit être posé.

Mais les mineurs suivraient-ils ? Comprendraient-ils qu'il fallait prendre un risque tout de suite et qu'ils n'avaient rien à gagner à attendre ? Quelques mois plus tôt, il est possible que le mouvement n'ait pas réussi. Chacun voyait encore midi à sa porte, espérait échapper personnellement à la crise, ou du moins se bouchait les yeux. Depuis lors, les baisses d'horaires et de salaires ont montré ce que risquait d'être la liquidation des mines : une lente descente vers la misère en attendant le licenciement final. La conscience que la sidérurgie, précédemment présentée par le patronat comme un refuge, était, elle aussi, menacée.

### Reprendre l'initiative

La décision de faire grève, le lancement du mouvement ont achevé de convaincre que les mineurs devaient prendre l'initiative et se défendre tous ensemble plutôt que de se laisser grignoter mine après mine. L'importance du mouvement le samedi 1<sup>er</sup> avril a produit un premier choc. Mais tout n'était pas gagné. L'état d'esprit n'est pas le même dans toutes les mines. Celles-ci sont dispersées sur un vaste territoire à plusieurs kilomètres les unes des autres ; certaines devaient chômer le lundi. La grève, bien engagée dès le départ, a mis une semaine à s'étaler et à s'organiser, puis après puits. Pendant cette semaine, les mineurs ont pu examiner la situation dans son ensemble, ce qu'ils ne pouvaient que difficilement faire avant. A travers le réseau de leurs piquets de grève, une conviction s'est tissée. Les contacts que l'on peut maintenant avoir avec eux révèlent cette conviction. Ils savent que la lutte sera longue. Ils en ont posé les premiers jalons. Elle doit maintenant se développer et garder son caractère offensif.

La tactique adoptée le permet.

Dans un premier temps, les gré-

vistes ont occupé le carreau des mines pour rendre la grève générale et effective. Là où l'on hésitait, les syndicalistes ont donné l'exemple de l'occupation. Puis leurs camarades sont venus les rejoindre.

### Un blocus nécessaire

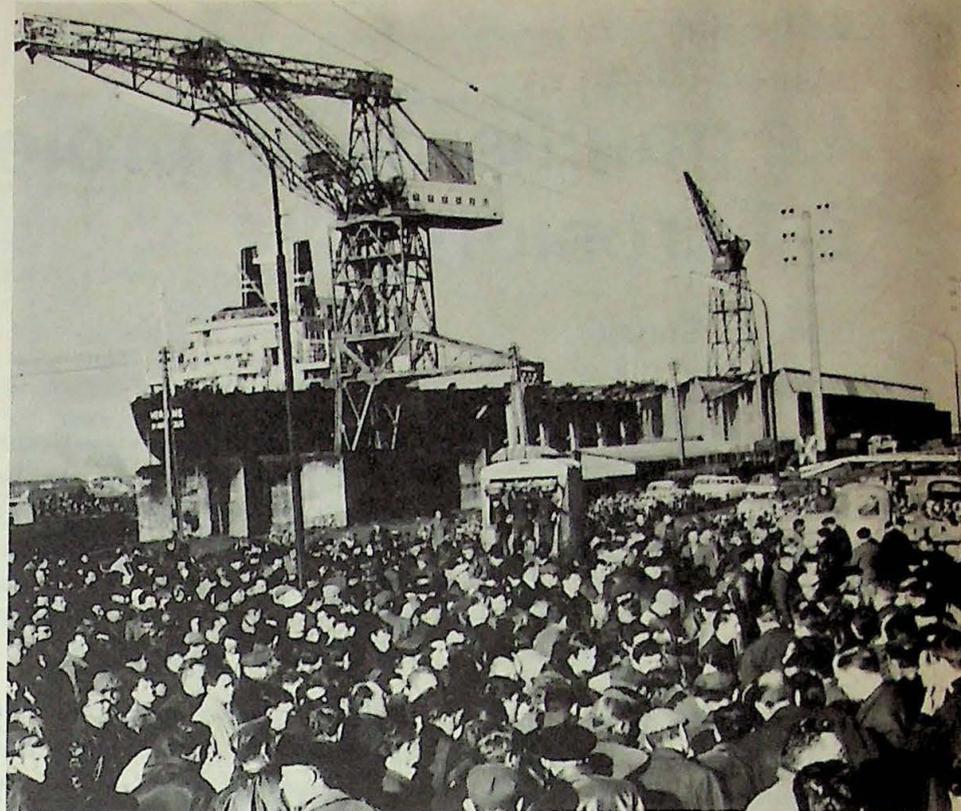
De l'occupation des carreaux, on est passé au contrôle des lieux et des moyens de chargement du minerai. Les stocks sont assez souvent considérables, et il est facile pour le patronat d'attendre gentiment, en vivant sur ses stocks, que les mineurs se lassent de se mettre eux-mêmes en chômage conjoncturel.

La neutralisation des stocks change tout.

Les livraisons à l'étranger ne peuvent plus être effectuées. C'est le plus sûr moyen d'accélérer la crise, dit le patronat, c'est condamner les mines marchandes à la fermeture immédiate. On peut lui répondre que la nationalisation proposée par les syndicats et les partis de gauche est justement un moyen de ne plus distinguer les mines marchandes des autres et de traiter le problème globalement. Ajoutons que les mineurs dont les salaires s'effritent ont de moins en moins à perdre à prendre le risque d'une fermeture. Le patronat, dont l'intérêt évident est d'utiliser les mineurs pour grappiller du profit mine par mine tant que cela demeure possible a finalement plus à perdre qu'eux si des contrats sont rompus. Plus la situation dans une entreprise est difficile, plus les intérêts des propriétaires capitalistes divergent de ceux des travailleurs. Les mines de fer en sont un bel exemple.

Mais il n'y a pas que les livraisons à l'étranger qui soient compromises. Les hauts fourneaux lorrains ne sont plus alimentés non plus. Le chômage technique gagne la sidérurgie. Il va se transformer en grève. C'est maintenant une question de vitesse entre les syndicats et le patronat. Celui-ci voudra garder l'initiative, maintenir en activité le plus longtemps possible les secteurs de production les plus éloignés du minerai, les trains à tôle de la SOLLAC par exemple. L'intérêt des travailleurs est au contraire de propager le plus loin et le plus vite possible les conséquences de l'arrêt des livraisons de minerai.

Les sidérurgistes savent par ailleurs que des problèmes identiques à ceux des mineurs se posent à eux. Le patronat s'est refusé à traiter des problèmes d'ensemble de licenciement. Il s'est refusé à dévoiler son plan. Il prétend ne discuter que des conditions individuellement imposées aux licenciés, c'est-à-dire, comme pour les mineurs, s'acheter une bonne conscience (« quels licenciements ont jamais été effectués dans de si bon-



Saint-Nazaire : même les mensuels.

Collombert

nes conditions! »), en se gardant le droit de jouer au chat et à la souris. de choisir les dates, les lieux, les hommes et les moyens. Les négociations sont actuellement rompues. Leur reprise est liée à la grève des mineurs et d'abord à son extension. La semaine du 8 au 16 avril sera vraisemblablement celle des sidérurgistes.

Ensuite, il est probable que le mouvement devra encore se prolonger. Il devra pouvoir être entretenu par la solidarité. « Notre grève, disent les mineurs, n'est pas celle du désespoir. » Et c'est vrai dans la mesure où ils ont pris l'initiative de la lutte. Il importe maintenant de créer les relais qui permettront de la garder. □

☐ Revendications

## Hantise de l'emploi

Maurice Combes

Les conflits sociaux actuels se caractérisent par leur ampleur et leur dureté. Grèves qui durent plusieurs semaines, lock-out, interventions des forces de police, militants traduits devant les tribunaux pour « atteinte à la liberté du travail », manifestations de rues : tout cela fait contraste avec les mouvements antérieurs qui apparaissaient souvent symboliques même lorsqu'ils touchaient un nombre important de salariés.

Deux facteurs contribuent incontestablement à stimuler l'action revendicative : l'accord C.G.T.-C.F.D.T. qui s'avère durable et l'ébranlement de la majorité gaulliste aux élections législatives. Cependant, la cause profonde des grèves réside dans l'inquiétude que suscitent chez les travailleurs les licenciements et les réductions d'horaires. Plus que jamais, on se bat pour la sécurité de l'emploi et pour la garantie des ressources.

Il n'est pas jusqu'aux mensuels de Saint-Nazaire qui n'aient entendu

réagir de la manière que l'on sait contre les menaces de déclassement de leurs catégories. A la Rhodiacta, les négociations sur les salaires n'ont pas réglé les problèmes concernant l'emploi et les horaires de travail. Chez Berliet — où les débrayages ont repris — les syndicats mettent l'accent sur la garantie des ressources en cas de réduction de la durée du travail et sur la retraite anticipée.

Le pouvoir gaulliste, pour tenter de répondre à l'inquiétude des travailleurs, a créé un ministère du Plan et de l'aménagement du territoire et un secrétariat d'Etat à l'Emploi. Il reste que les mesures prises dans le cadre du V<sup>e</sup> Plan ne peuvent avoir qu'une portée limitée. C'est pourquoi l'opposition de gauche devrait définir sans broncher les propositions qu'elle entend émettre, dans le cadre d'un programme commun, en matière de planification, de réanimation des régions en crise, de sécurité de l'emploi. Elle offrirait ainsi un débouché politique aux mouvements en cours. □

## Gouvernement

# Les soucis de M. Debré

Jacques Malterre

**M.** Debré en s'installant à la tête du ministère de l'Économie et des Finances va retrouver tous les problèmes qu'il n'avait pas su résoudre ou qu'il n'avait pas voulu aborder au cours de son précédent passage rue de Rivoli.

Dans cet article nous allons dresser la liste de ces problèmes sans prendre parti ; nous reviendrons sur chacun d'entre eux dans les prochains mois pour décrire ce que sont les projets gouvernementaux au fur et à mesure qu'ils se préciseront et pour leur opposer des solutions de gauche.

### L'extension de la T.V.A.

C'est le seul domaine où le gouvernement a pris l'initiative et où l'opposition réagit en défense. Préparée depuis plusieurs années, une loi a été votée par le Parlement le 6 janvier 1966. Cette loi prévoit qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1968, le système d'impôt indirect appelé taxe sur la valeur ajoutée sera applicable à l'ensemble des activités industrielles et commerciales ; il sera donc étendu aux entreprises qui lui échappaient jusqu'à présent et notamment la construction, la distribution, les transports, la production d'énergie ainsi que les exploitations agricoles.

Le projet heurte de front les habitudes et les intérêts de centaines de milliers d'artisans et de petits commerçants car s'il leur apporte des avantages minimes (déduction de l'impôt sur les investissements) il entraîne des complications administratives comptables très lourdes et surtout il interdit toute fraude fiscale.

Pour empêcher les plus graves répercussions le projet prévoit des compensations : forfaits pour les plus petits, délais, etc., mais en même temps comme le gouvernement a peur que la réforme lui fasse perdre des recettes il se montre très chiche sur les dispositions transitoires.

L'opposition, P.C. et F.G.D.S., a annoncé son intention de lutter farouchement pour annuler ou au moins repousser à 1970 la mise en application de la réforme ; en oubliant qu'elle pourrait être intéressante pour les salariés. La majorité, les giscardiens notamment, a très peur que la réforme lui soit reprochée par des couches petites bourgeoises conservatrices. Mendès France voudrait conserver certains aspects positifs du projet tout en annulant ses conséquences sociales les plus fâcheuses. La bataille va être rude, si Debré reste ferme et si les giscardiens et les "Centristes" veulent faire plaisir aux P.M.E. la majorité risque de se casser.

### La Sécurité sociale

Le déficit de la Sécurité sociale s'accroît rapidement comme l'avait prévu tous les spécialistes. Il sera au moins de 2 milliards cette année et de 3,5 l'année prochaine. Les charges croissent plus vite que les recettes pour la raison fondamentale que les Français passent progressivement d'une médecine artisanale et épisodique à une médecine moderne et plus systématique alors que les recettes restent liées à la progression des salaires qui fléchit.

Comme en plus on en est resté à la conception libérale de la médecine : le praticien et le malade déterminent souverainement la dépense médicale ; et que l'on a laissé les bénéficiaires des trusts pharmaceutiques monter en flèche il va falloir trouver des solutions "dures". Si le gouvernement ne trouve comme "idées" que l'augmentation des cotisations salariales et le relèvement du ticket modérateur, plus quelques aménagements inspirés par les rapports faits par deux groupes d'experts (rapports Friedel et Canivet) alors toute la gauche devra dénoncer l'entreprise comme la plus réactionnaire des quinze dernières années ; si en revanche le gouvernement propose certaines réformes structurelles alors la gauche ne pourra pas se réfugier dans la contestation globale, elle devra faire des contre-projets. Il en est de même dans le secteur des prestations familiales ; si le gouvernement songe à modifier le régime de l'allocation de salaire unique comme l'y invite le rapport de la Commission des prestations sociales du V<sup>e</sup> Plan il vaudra mieux discuter l'orientation et les modalités de cette réforme que son bien-fondé.

La réforme de la T.V.A. et la réforme de la Sécurité sociale sont liées du point de vue économique ; en effet la première peut faire faire des économies aux entreprises non artisanales ; normalement elles devraient ne pas empêcher ces économies mais les répercuter sur les consommateurs en baissant les prix. Le relèvement des charges sociales va en sens contraire ; le gouvernement peut donc songer à faire les deux en même temps pour que finalement les prix ne bougent ni dans un sens ni dans l'autre. Mais alors c'est le budget de l'État qui risque d'être en déficit ; pour éviter cela on a prévu une opération sur les entreprises publiques.

### Les tarifs publics

Depuis la « remise en ordre » de MM. Rueff et Pinay de 1958 qui a consisté à relever les prix des services publics pour éponger leur déficit, les gouvernements de la V<sup>e</sup>

République ont à nouveau laissé la situation de nos grandes entreprises nationales se dégrader.

Malgré le freinage imposé aux rémunérations des salariés du secteur public, les dépenses de ce secteur ont crû plus vite que leurs recettes ; ceci tient en partie au fait que les prix de ces firmes ont été plus surveillés que ceux du secteur privé et en partie au fait qu'on leur a interdit d'étendre leurs activités aux nouveaux secteurs d'activité qui sont bénéficiaires et que pour cela le régime veut laisser entièrement entre les mains des groupes capitalistes.

Actuellement le budget de l'État doit couvrir plusieurs milliards de déficit des entreprises nationales ; pour réduire cette charge le gouvernement voudrait augmenter les tarifs de 3 à 6 % par an selon les secteurs, ce qui apporterait entre 500 et 800 millions de francs de recettes supplémentaires par an. Mais ces hausses seront cruellement ressenties par tous les usagers des services publics et M. Debré hésite encore à affronter une opinion publique déjà anxieuse de la montée du chômage et de la stagnation des salaires réels.

### Chômage et conjoncture

Le gouvernement ne s'est pas trompé sur le sens des résultats électoraux ; la montée de la gauche et le refus d'une partie croissante de l'électorat même centriste de faire une confiance aveugle au régime sont liés aux inquiétudes de chacun quant à l'évolution économique.

En septembre dernier M. Debré espérait encore que 1967 serait une bonne année de croissance rapide ; cet espoir s'est évanoui ; la production industrielle stagne depuis 3 mois même si elle se redresse aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres, ce qui est probable, les résultats d'ensemble pour l'année resteront médiocres et surtout le niveau des commandes n'amènera pas les patrons à augmenter les postes de travail ; le chômage risque donc d'augmenter. Surtout si la situation de chacun est menacée, les conflits sociaux actuels sont d'abord une réaction spontanée devant cette situation. Comme M. Jeanneney, Ministre des Affaires Sociales ne paraissait pas s'en inquiéter beaucoup, Pompidou, plus politique lui a imposé un adjoint, Chirac, secrétaire d'État à l'emploi qui aura la tâche difficile de rassurer les travailleurs sans changement de politique ni augmentation des dépenses ! Il est peu probable qu'il y parvienne.

### Marché commun

C'est un des « dossiers » les plus difficiles pour le gouvernement. Dès l'année prochaine les prix agricoles seront fixés à Bruxelles et les frontières douanières seront totalement abolies, mais dans aucun autre domaine on ne voit clairement ce que sera la politique de la France dans le Marché commun. Pour définir des solutions en commun, pour lutter contre le chômage et la concurrence américaine, pour développer la recherche, pour harmoniser les chan-

ges il faudrait d'abord savoir ce que de Gaulle veut faire du Marché commun, or personne ne le sait.

Il va falloir aussi, dans les trois mois qui viennent, conclure les négociations menées à Genève entre les Six et les autres pays industriels. Or on ne s'est pas encore mis d'accord sur des points essentiels : sauvegarde des industries européennes de pointe menacées de mort si les américains peuvent exporter librement ; définition d'une politique agricole à l'égard des pays de la faim ; concessions tarifaires aux pays de l'AELE comme la Suisse et les Pays Scandinaves dont les produits les plus importants ont été d'abord écartés de la négociation.

Si les problèmes de la libération des échanges ne sont pas éclaircis, M. Debré expliquera à ses collègues qu'il faut rester très prudent quant aux salaires et aux dépenses budgétaires.

### Budget 1968

C'est à la fin du mois que le gouvernement devra arrêter les grandes lignes de son projet de budget pour 1968. Ce projet « concentre » toutes les grandes options de la politique économique. Il traduira les choix faits dans les questions énumérées ci-dessus : tarif public, réforme fiscale, Sécurité sociale, salaires de la fonction publique et du secteur industriel public. Il permettra enfin ou au contraire compromettra la réalisation des équipements prévus par le V<sup>e</sup> Plan.

C'est à l'occasion de l'examen de ce budget que l'opposition pourra le mieux mettre en évidence les choix du régime et les opposer à ses paroles et à ses promesses ; elle devra en particulier mettre l'accent sur l'insuffisante affectation des ressources financières de la Nation au profit des collectivités locales ; celles-ci, qui sont largement responsables de l'aménagement des villes et des infrastructures, sont à bout de souffle et la gauche devra, là encore, opposer ses propositions financières à la pratique actuelle.

Le gouvernement a laissé s'accumuler les problèmes avant les élections pour ne pas mécontenter ceux qui restaient impressionnés par sa propagande ou dont les intérêts sont liés au régime. Aujourd'hui il est devant le dilemme suivant ou écorner les privilèges de ceux qui le soutiennent et prendre le risque de casser sa majorité parlementaire ou aggraver encore le mécontentement des salariés et des petits indépendants et risquer de voir s'intensifier les luttes sociales.

Si l'opposition sait déceler dans ce dilemme la conséquence des contradictions fondamentales du régime et sait opposer un projet d'ensemble cohérent plutôt qu'une succession de réformes partielles et démagogiques alors elle peut dès 1967 rallier à une solution socialiste, l'ensemble majoritaire des groupes sociaux qui n'ont aucun intérêt réel à soutenir le système actuel. □

## Recherche scientifique

# Un véritable maquis

Mathieu Longeait

Les problèmes posés par la recherche scientifique et technique sont complexes. La mutation nécessaire en ce domaine comme en tant d'autres risque d'accroître le poids des intérêts privés ; tout comme la peur légitime de tels intérêts peut conduire à un certain conservatisme de la part de ceux qui initialement nourrissent les meilleures intentions. Sur un exemple récent, la création du CNEXO (Centre National d'Exploitation des Océans) notre collaborateur M. Longeait aborde ces problèmes dont l'importance pour la gauche est éclatante.

Sans suivre nécessairement toutes les conclusions de l'article qu'on va lire, nous estimons qu'il a l'immense mérite d'ouvrir un débat qui doit l'être et que nous entendons poursuivre avec d'autres collaborations. □

On n'a pratiquement jamais assisté dans notre pays à l'écllosion d'énormes laboratoires entièrement incorporés à l'industrie ou des fondations privées comme c'est la règle aux Etats-Unis. Que la recherche scientifique soit inspirée et financée par des organismes d'Etat est une notion admise chez nous depuis fort longtemps. Ainsi, c'est dès 1902 qu'est créée la « Caisse Nationale des Recherches Scientifiques », organisme modeste certes mais déjà entièrement voué au soutien de la recherche par le moyen de bourses et d'aides à l'achat de matériel. En 1939 apparaît l'appellation de « Centre National de la Recherche Scientifique » (C.N.R.S.) sous laquelle sont regroupées les deux plus grandes organisations nationales s'occupant de recherche. Il n'est pas inutile de relire certains articles de l'ordonnance du 2 novembre 1945 qui a effectivement donné son visage à l'organisme créé avant-guerre.

### Ce qu'est le C.N.R.S.

« Le C.N.R.S. a pour mission de développer, orienter et coordonner les recherches scientifiques de tous ordres. Il est notamment chargé :

1° d'effectuer ou de faire effectuer soit de sa propre initiative, soit à la demande des services publics ou des entreprises privées les études et recherches présentant pour l'avancement de la science ou l'économie nationale, un intérêt reconnu ;

4° d'assurer la coordination des recherches poursuivies par les services publics, l'industrie et les particuliers (...)

5° d'organiser des enquêtes dans les laboratoires publics ou privés sur les recherches qu'ils poursuivent et les ressources dont ils disposent.

8° d'organiser et contrôler un en-

seignement préparatoire à la recherche dans les conditions fixées par un règlement d'administration publique. »

Il est clair qu'il s'agit bien là de la mise sur pied d'un organisme destiné à centraliser et encore plus à coordonner les recherches françaises sous tous leurs aspects ; mieux, il est conçu dans une optique prospective, dirait-on aujourd'hui, puisqu'il envisage la possibilité d'une amplification et d'une diversification des travaux dont il serait à la fois le maître d'œuvre et l'inspirateur.

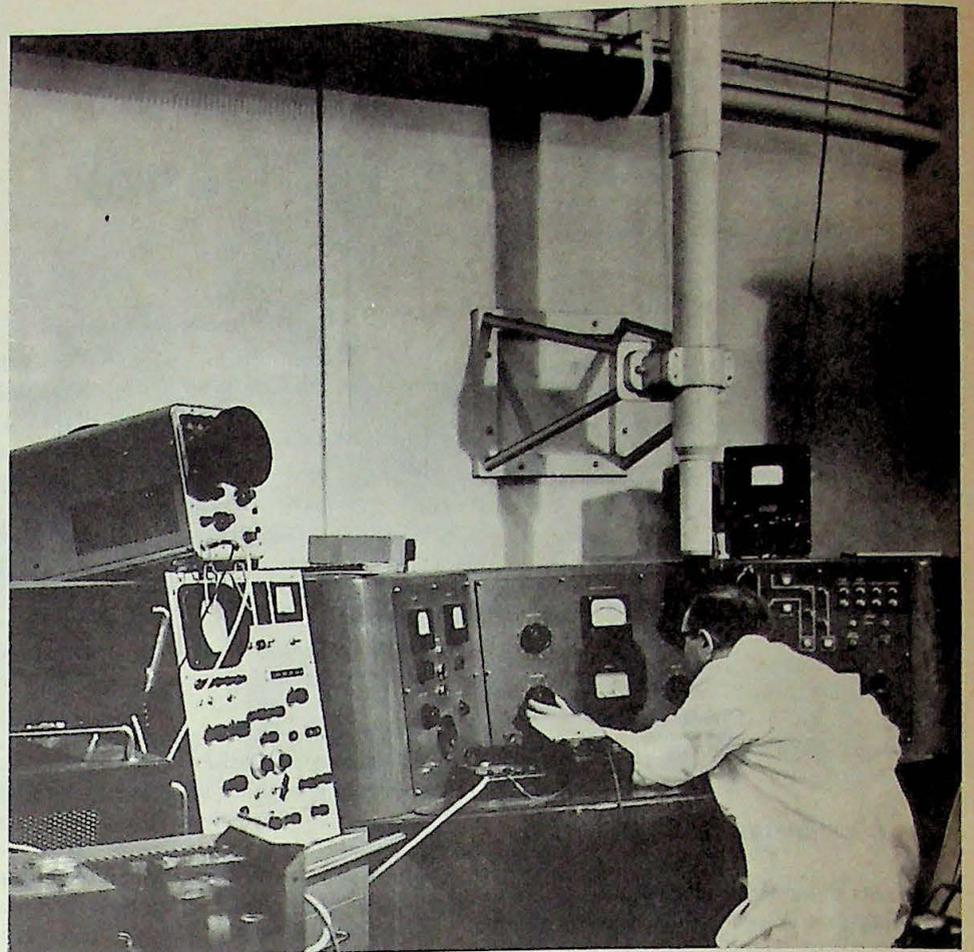
Son organisation et son fonctionnement sont fixés dans la même démarche logique par deux décrets du 9 décembre 1959.

« Le C.N.R.S. est un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé sous l'autorité du Ministre de l'Education Nationale. »

Son rôle y est précisé à nouveau avec une concision exemplaire. « Sa mission est de développer, orienter et coordonner les recherches scientifiques de tous ordres et d'analyser pour le gouvernement d'une manière permanente la conjoncture scientifique. »

### Maquis et pyramide

Hélas, il faut étoffer cet historique trop cohérent par d'autres faits qui sont loin d'aller dans le même sens que cette vision unificatrice et rationnelle de la recherche nationale. En particulier, des points du statut lui-même restent lettre morte : ainsi le Comité National de la Recherche Scientifique, organisme directeur du C.N.R.S. en théorie et vraiment représentatif de la recherche elle-même puisqu'il est composé à parité de membres élus et de membres nommés pour leur compétence, est tout de suite relégué à un rôle consultatif par la création en 1949 d'un « Co-



A qui doit appartenir la recherche ?

Collombert

mité Interministériel de la Recherche Scientifique et Technique ». Ensuite, par la force des choses, sont mises en place d'autres responsabilités pour parvenir à faire fonctionner la nouvelle organisation. Ainsi est créé le « Comité Consultatif de la Recherche Scientifique et Technique » (décret du 28-11-58) qui est composé de douze membres qui préparent le travail du Comité Interministériel. Faut-il préciser que ces douze "sages" sont choisis par le Gouvernement ? Enfin ces organismes sont conseillés et "chapeautés" par un autre organisme permanent : « La Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique » (D.G.R.S.T.). C'est là la clé de voûte du système et elle détient, entre autres responsabilités, celle capitale, de gérer le « Fonds de développement » (9-11-59) qui est, comme son nom l'indique, le grand ordonnateur des largesses financières pour la recherche. La D.G.R.S.T. dépend du Premier ministre par le biais du ministre chargé de la Recherche Scientifique.

Voilà résumés les principaux lieux de décision touchant à la recherche scientifique mais situés à l'extérieur du C.N.R.S. (1)

Le lecteur doit trouver cette avalanche d'appellations fort confuse et soupçonner que cela recouvre sans doute bien de la redondance et même beaucoup de concurrence. En effet, ces organismes sont tous destinés à développer, coordonner et animer la recherche scientifique ; ils sont tous à vocation interministérielle. Et comme on aurait tendance — comme tout le monde à gauche — à faire

chorus avec ceux qui se plaignent que la recherche française est laissée en friche depuis vingt ans, on en conclut vite que cet émiettement incohérent des organismes responsables est un témoignage de plus du désintérêt manifesté par les deux dernières républiques à l'égard de tout ce qui n'est pas d'une rentabilité évidente.

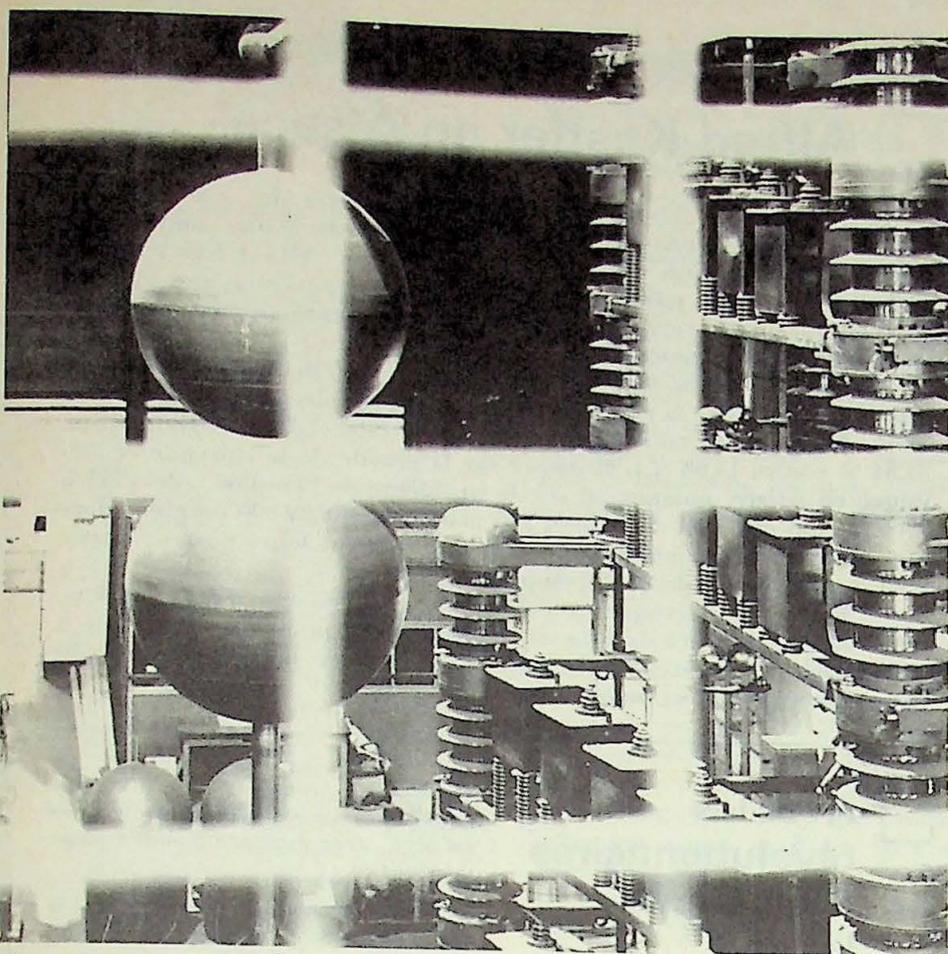
Cette accusation, en fait, n'est que partiellement justifiée. Nous n'insisterons pas ici une fois de plus sur le décalage existant entre le taux d'accroissement des crédits de recherche admis dans les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> plans et celui qu'on a reconnu nécessaire à d'autres services comme les P.T.T. ou la S.N.C.F.

Non qu'il serait inutile de dénoncer l'hypocrisie que les autorités manifestent en brandissant sans cesse l'augmentation très réelle au cours des dernières années de l'enveloppe de recherches globale en omettant de préciser que les bénéficiaires de cette manne se modifient progressivement en particulier en faveur des études à destination militaire.

### Les nouveaux cas

Mais il nous a semblé urgent de dénoncer une vaste opération plus discrète encore que typiquement gaulliste, puisque ses différentes phases se déroulent au nom de la sacro-sainte efficacité. L'existence parallèle des différents organismes, les uns gouvernementaux, les autres

(1) Aussi stupéfiant que cela paraisse, il n'existe aucune liaison formelle entre le ministère de la Recherche et le C.N.R.S. qui relève du ministère de l'Education nationale.



Ces neutrons qui nous gouvernent.

Collombert

plus autonomes, qui prétendent être la recherche scientifique, est un premier symptôme. Un autre, encore plus clair, vient de se manifester : un projet de loi a été déposé (et tout récemment voté) concernant la création de trois nouveaux organismes de recherche : le CNEXO, l'IRIA et l'ANVAR. Ces sigles peu euphoniques recouvrent respectivement le Centre d'Exploitation des Océans, l'Institut de Recherches d'Informatique et d'Automatique et l'Agence de Valorisation de la Recherche. Les deux premiers sont placés sous l'autorité du Premier ministre. Pour financer le troisième, on a trouvé une solution d'une simplicité édifiante : son budget sera prélevé sur celui du C.N.R.S. !

Il faut donner acte aux promoteurs de cette loi qu'une rationalisation s'imposait dans certains secteurs ; on trouvait par exemple jusqu'à aujourd'hui plus de six ministres s'occupant (?) de recherche océanographique.

Mais le C.N.R.S., pourquoi ne pas avoir fait appel à lui ? Sa structure souple aurait pu trouver une place en son sein à l'océanographie. Et même, comme cela est probable, si des difficultés administratives et structurelles avaient surgi à cause de la nouveauté du problème, était-ce une raison pour ne pas l'aborder ? Il n'y a qu'à écouter l'avis très autorisé que donna M. Jacquinet, directeur du C.N.R.S. le 19 décembre 1966, en réponse à une délégation de chercheurs syndiqués qui rappelaient que les décrets de 1945 et 1959 attribuaient au C.N.R.S. une mission de caractère interministériel : « La créa-

tion de la D.G.R.S.T. a mis un obstacle définitif à l'application de ces textes ».

Longchambon, rapporteur devant le Sénat de la commission chargée d'étudier les propositions de loi citées, est obligé, avec l'approbation de l'ex-ministre délégué à la recherche, Peyrefitte, d'user d'arguments des plus discutables : le C.N.R.S. aurait été créé « pour apporter à l'Université les moyens de faire de la recherche », ce qui est dénaturer grossièrement l'esprit et la réalité du Centre à force de restreindre son rôle.

Il serait plus franc et plus simple de reconnaître que le C.N.R.S. est doté, à tous les niveaux, d'une organisation qu'il n'est pas facile de "noyauter" politiquement. Au sein du Comité National qui ne dirige pas, comme nous l'avons vu, le C.N.R.S. mais qui est néanmoins le maître de son orientation scientifique et de la gestion en hommes et en crédits, les membres élus (parmi les chercheurs à plein temps et les universitaires) ont la majorité absolue par rapport aux membres nommés par le Premier ministre et le Ministre de l'Éducation Nationale. Le Directoire lui-même, lien assez théorique entre le Gouvernement et le Comité National compte encore douze membres élus sur vingt-neuf. En fait, c'est à son niveau que pourrait se manifester le véritable dynamisme que nécessiterait un élargissement de tout le système à une conception moderne de la recherche. Seulement, pour cela, il faudrait que tous nos responsables ne considèrent pas le C.N.R.S. comme une création définitivement caduque

et ne répondant plus à la volonté d'efficacité si chère à la mythologie technocratique. Écoutons encore M. Longchambon parler devant le Sénat : « Le C.N.R.S. ne peut concevoir la solution de tous les problèmes d'organisation de la recherche scientifique. Ces problèmes sont traités depuis 1954 au niveau du Premier ministre et depuis cette date, le Gouvernement s'occupe de la Recherche Scientifique. »

#### Derrière les sigles : des lobbies

Il est difficile d'être plus clair. Difficile aussi d'être plus explicite que cette information parue dans « Le Monde » du 17 février 1967 : « Création de la Société Technique pour l'océanographie, en abrégé Technocéan. Son but est l'exploitation des océans. Ses fondateurs envisagent de s'attaquer... à de vastes études de systèmes pour certaines parties desquelles ils feraient appel à des laboratoires universitaires (pour la recherche fondamentale) ainsi qu'à des sociétés très spécialisées (pour des problèmes techniques particuliers) ». Il faut seulement préciser que parmi ses cinq fondateurs, on trouve la banque Worms, la Spirotechnique, elle-même filiale de l'Air Liquide, et les Engins Matra.

Quand on rapproche les déclarations de M. Longchambon et cette information, on peut nourrir les soupçons les plus sérieux sur le mode de fonctionnement et la liberté de manœuvre réels du CNEXO (car c'est à lui bien entendu que font allusion les créateurs de Technocéan quand ils parlent de laboratoires universitaires). La tactique est claire et d'ailleurs exposée ouvertement : on prend prétexte de difficultés de structure indéniables qui apparaissent dans certains secteurs scientifiques modernes ; sans demander l'avis des chercheurs qui travaillent dans ces domaines, on crée un organisme nouveau n'ayant de compte à rendre à personne hormis au cabinet de M. Pompidou puisqu'il est placé directement sous la tutelle du Premier ministre. Puis, n'ayant plus rien à dissimuler, les inspirateurs du projet révèlent le groupe de pression qu'ils représentent réellement : par hasard celui-ci se trouve constitué par les

hommes de confiance de quelques-uns des trusts sur lesquels se déverse actuellement la manne gouvernementale.

Dans ces conditions, c'est avec la plus grande inquiétude qu'on doit envisager l'avenir d'une création comme l'ANVAR qui est chargée de valoriser les résultats des recherches des laboratoires publics. Il faut tout de suite poser les questions décisives : qui sera vraiment responsable de la commercialisation des recherches ? Quel effet en retour va s'exercer sur le choix des recherches à venir, étant donné que la quasi-totalité de la recherche fondamentale est par essence "invendable" ? Comment contrôler l'attribution des bénéfices éventuels, tant sur le plan financier que sur celui du prestige ? A ceux qui exploiteront les résultats ou aux chercheurs eux-mêmes ? A quel niveau pourra être définie une politique d'ensemble cohérente de la recherche qui soit vraiment à la taille de la France et de l'Europe ?

Un état moderne devra répondre à ces questions dans une optique démocratique sous peine de décadence. Pour ce qui nous concerne, nous n'avons le droit que d'être sûrs d'une chose : les organismes qui viennent d'être créés sont taillés sur mesures pour l'Air Liquide et ses semblables.

Il faut réagir : les justifications au nom de l'efficacité sont fallacieuses ; la manœuvre du grand capital patente. N'attendons donc pas l'apparition d'autres instituts, d'autres comités du même type que ceux dont nous avons parlé. Il faut de toute urgence alerter l'opinion publique sur le démantèlement des structures rationnelles et démocratiques de la Recherche. « La prolifération des instances responsables en matière de recherche et la multiplication des organismes de coordination vont à l'encontre d'une modernisation rationnelle et efficace des structures de la recherche française ; de plus elles entraînent un danger de subordination de la recherche fondamentale et appliquée à des intérêts économiques immédiats sous la pression d'intérêts privés. » Cette conclusion est celle du comité d'entente des syndicats de la recherche. Nous la ferons nôtre. □

#### LES LECTURES UNIVERSELLES présentent

- LES TERRORISTES (de la Russie tsariste à l'O.A.S.), par GAUCHER Roland ..... 21,50  
« Les actes terroristes du siècle - F.L.N. - STERN - Macédonien, etc. »
- YALTA ou le partage du monde, par CONTE Arthur ..... 19,50
- DRAMES ET TRAGEDIES DE L'HISTOIRE, par CASTELOT André... 16,50
- L'AVENTURE ALGERIENNE CONTINUE, par FONTAINE Pierre... 12,00  
« L'Algérie actuelle, les prétentions soviétiques, américaines et les positions françaises »
- L'ETAT SAUVAGE, par CONCHON Georges ..... 13,50  
« L'amour entre une Blanche et un Noir, la racisme des Blancs et des Noirs »

Ci-joint la somme de ..... F, par chèque-postal, chèque bancaire, mandat-lettre, à l'ordre de M. W. NUSSBAUM (rayez les mentions inutiles).

LES LECTURES UNIVERSELLES, 3 bis, Grande-Rue, 51-ROSSELANGE

## Relance des fédérations

A l'occasion de la campagne législative, plusieurs Fédérations qui étaient en sommeil, ont pu prendre un nouveau départ ; c'est notamment le cas dans les départements suivants :

### ● Deux-Sèvres

La section de Niort se développe ; bien qu'il n'y ait pas eu de candidat P.S.U. dans le département, les positions du parti ont été rendues publiques par des distributions de tracts ou des communiqués de presse. Plusieurs adhérents ou sympathisants ont participé au Colloque Poitou-Charente qui, au mois de février, s'est tenu à Poitiers sur la démocratie régionale. La nouvelle Fédération travaillera en contact étroit avec celle de la Vienne.

— S'adresser à Guy Daudet, 47, rue Basse, 79 - Niort.

### ● Orne et Mayenne

Là encore, malgré l'absence de candidat P.S.U., la période électorale a permis un réveil. Outre les anciens militants d'Alençon et de Laval, des adhérents ou sympathisants proches se sont faits connaître à Argentan, La Ferté-Macé, Flers. Le 9 avril, une réunion d'organisation pour les deux Fédérations, s'est tenue à Alençon en présence de Marc Heurgon et de Michel Fontes.

— Le Secrétariat Fédéral est assuré par Jacques Inrep, 3, rue Gay-Lussac, 61 - Alençon.

Trois secteurs d'implantation prioritaire ont été déterminés ; on peut dès maintenant prendre contact :

— pour le secteur Mayenne avec Michel Robert, Ecole Publique de Filles, 53 - Javron ;

— pour le secteur Orne-Nord (La Ferté-Macé - Argentan - Flers) avec Yves Fleury, C4 H.L.M. Faubourg de Couterne, 61 - La Ferté-Macé ;

— pour le secteur Alençon, avec Michel Pezeril, 51, rue d'Argentan, 61 - Alençon.

## nouvelles sections

### ● Région Parisienne

Avec la restructuration du parti dans la région parisienne et la constitution avant le prochain Congrès de sept Fédérations (seule celle de Paris restera inchangée), les nouvelles directions fédérales se fixent pour objectif de constituer dans un proche avenir, une section dans chaque commune.

Il faut dès maintenant noter qu'en Seine-Saint-Denis, la candi-

dature de Daniel Mignot dans la 1<sup>re</sup> circonscription, a permis la création d'une nouvelle section à Epinay. Dans le Val de Marne et les Hauts de Seine, l'arrivée de nouveaux adhérents a permis de reconstituer les sections de Bagneux, Malakoff et Gentilly. Dans l'Essonne, une nouvelle section vient de se constituer à Corbeil.

### ● Rhône

Quatre nouvelles sections viennent de voir le jour dans l'agglomération lyonnaise, à l'occasion de la campagne menée par nos quatre candidats :

— Lyon-Gerland : Secrétaire, Roger Dugand, 1, rue Maurice-Boucher, Lyon (7<sup>e</sup>) ;

— Lyon-La Duchère : Secrétaire, Mme Hernandez, 116, le Châteaueu, La Duchère, Lyon (9<sup>e</sup>) ;

— Tassin-La-Demi-Lune : Secrétaire, M. Michel Lecointe, 25 D, Chemin de la Raude, Tassin-la-Demi-Lune ;

— Decines : Secrétaire, M. Claude Joseph, 14, rue Ampère, 38 - Decines.

### ● Sarthe

Formation d'une section P.S.U. au Mans ; la réunion constitutive se tiendra le mardi 18 avril à 21 h, Maison Sociale, Salle 26, Le Mans, autour du Secrétaire Fédéral Emile Bourneuf.

— Responsable provisoire : Michel Pezeril, 37, rue des Marais, 72 - Le Mans.

### ● Charente-Maritime

La C.E. Fédérale réunie le 2 avril a décidé de développer une section dans le sud du département. Le centre de cette section sera Montendre et groupera les cantons de Montendre, Archiac, Mirambeau, Montguyon.

— Responsable provisoire : Pierre Germain, C.E.G., 17 - Montguyon.

### ● Pas-de-Calais

Un groupe de jeunes à Calais résultat de la campagne législative, qui travaillera en étroite liaison avec la section locale elle-même renforcée par plus de dix adhésions.

## Réunions

Mercredi 19 avril, 20 h 30, 72, avenue Félix-Faure, Paris 15<sup>e</sup>, meeting P.S.U., avec Claude Lazevzi, Jacques Kergoat, Pierre Naville et Gilles Martinet.

Mercredi 19 avril, à 21 h, Salle de l'Orangerie, Jardin de la Mairie à Faubonne (Val d'Oise), meeting P.S.U. avec Edouard Depreux.

## Alfred Kastler en Alsace

De passage en Alsace à l'occasion du Congrès des « Sociétés Savantes » et suite à une initiative de la section de Soultz, animée par notre camarade Louis Fouilleron, le professeur Alfred Kastler, prix Nobel de physique, membre du P.S.U., a participé à une amicale réunion (30 mars) qui regroupait une centaine de représentants des partis et mouvements de gauche.

Louis Fouilleron, introduisant le débat, se félicita du succès remporté en Alsace par la gauche lors des dernières élections (dans le Bas-Rhin, 18,58 % des voix contre 9,88 % en 1962 ; dans le Haut-Rhin, 21,84 % contre 14,68 %). Il insista sur la gravité de la situation économique en Alsace, notamment sur le problème de l'emploi : de 1954 à 1966 se sont ouvertes en Alsace, 285 usines créant 29 000 emplois alors que, pour la même période, 396 usines fermaient leurs portes, entraînant la suppression de 27 000 emplois.

Alfred Kastler évoqua avec émotion ses souvenirs d'enfance dans cette région d'Alsace ; il lança un pressant appel pour que se poursuive sans relâche la lutte, afin de faire de la science non une œuvre de destruction et de mort, mais de vie et de paix.

## Avec les révolutionnaires d'Amérique latine

Contre la répression au Pérou, où les prisons sont pleines de paysans, de guérilleros, de militants révolutionnaires, en particulier pour la libération de Hugo Blanco, leader révolutionnaire paysan, déjà condamné à 25 ans de prison, menacé en appel de la peine de mort. Un grand meeting s'est tenu le 10 avril à Paris, salle de la Mutualité, sous la présidence de Daniel Mayer, avec Simone de Beauvoir, Yves Jouffra, Albert-Paul Lentin, Jean-Paul Sartre et Laurent Schwartz.

— « Solidarité Pérou », Bulletin du Comité Français de Solidarité avec les victimes de la répression au Pérou. Mme Andrée Dinouart, 30, avenue Carnot, Paris 17<sup>e</sup>.

Contre la répression en Colombie. Nous donnons la lettre signée par de nombreuses personnalités de gauche et en particulier par Edouard Depreux, Secrétaire National du P.S.U. et Jean-François Pertus, Secrétaire National des E.S.U., au Président de la République de Colombie :

Paris, 10 avril 1967

Nous exprimons notre inquiétude devant les développements de la situation en Colombie.

Nous protestons vigoureusement au nom du respect des droits de l'homme et du citoyen contre l'emprisonnement des dirigeants syndicaux et politiques légaux, actuellement privés de tout droit de défense et menacés d'être envoyés dans des colonies pénitentiaires.

Cette mesure arbitraire s'ajoute à la répression menée par l'armée colombienne contre les communautés paysannes, aux bombardements massifs des zones

rurales, aux contrôles injustifiés des populations. Le gouvernement colombien est ainsi entré dans une nouvelle phase de violence.

Nous demandons au Président de la République de Colombie, au Conseil des ministres et au Parlement :

— la suppression des mesures contraires aux droits de l'homme et à la démocratie ;

— la mise en liberté de Gilberto Vieira, secrétaire général du parti communiste de Colombie, des dirigeants syndicaux et des cadres et militants du mouvement révolutionnaire Libéral et du parti communiste ;

— l'arrêt de la répression militaire contre les organisations du mouvement agraire et des régions rurales.

Edouard DEPREUX  
Secrétaire National du P.S.U.

Jean-François PERTUS  
Secrétaire National des E.S.U.

Adressez votre signature au Comité France-Amérique Latine : Mlle Michèle Bernu, 10, rue Ledion, Paris 14<sup>e</sup>.

## Assemblée Nationale

Les députés P.S.U. participeront aux Commissions suivantes de l'Assemblée :

Pierre Mendès France, Commission des Finances ;

Guy Desson, Commission des Affaires Etrangères ;

Roger Prat, Commission de la Défense Nationale ;

Yves Le Foll, Commission des Lois.

## Allemagne

### Les cartes de Kiesinger

Michel Joch

C'est un club d'ivrognes qui voudraient interdire la moindre goutte d'alcool à des buveurs de thé et qui, de plus, envisagent de leur jeter les bouteilles vides à la tête.

« C'est le plan Morgenthau au carré. »

M. Morgenthau était ce conseiller du Président Roosevelt qui, en 1945, envisageait poétiquement de faire de l'Allemagne vaincue une nation pastorale afin de lui retirer à jamais l'envie de faire la guerre. Ces réflexions peu amènes que l'on entend à Bonn visent le traité de non prolifération des armes nucléaires que les Etats-Unis s'apprentent à signer avec l'Union Soviétique. Ce traité, en effet, met fin aux espoirs allemands de pouvoir disposer d'une façon ou d'une autre d'une quelconque responsabilité atomique octroyée par les « amis » américains. Ceux-ci, dans le passé, n'ont jamais été très clairs dans leurs déclarations, et les Allemands de l'Ouest, M. Schroeder en particulier, envisageaient non de fabriquer des armes nucléaires, puisqu'ils s'étaient engagés à ne pas le faire, mais d'en acquérir auprès des U.S.A. et à tout le moins d'avoir le contrôle de celles qui se trouvaient sur leur sol. La possession d'armes nucléaires ou le partage de responsabilité quant à leur utilisation a toujours été pour Bonn un objectif fondamental bien que parfois déguisé. Le chancelier Adenauer fondait de grands espoirs sur l'O.T.A.N. et sur une Europe « Atlantique » disposant de l'arme absolue. Le chancelier Erhard estimant, lui, que l'O.T.A.N. perdait de son importance et que l'Europe de la Bombe était encore une utopie, a cherché à négocier directement avec les membres du Club atomique. Ce fut en 1964 le refus du général de Gaulle d'une possession commune d'armes nucléaires entre la France et la R.F.A. Les U.S.A., quant à eux, se montrèrent beaucoup moins catégoriques et laissèrent entendre à M. Erhard que s'il était un allié fidèle, certains arrangements pourraient être trouvés. Ce fut en grande partie ce problème nucléaire qui motiva la politique outrancièrement pro-américaine de l'ex-chancelier.

Malgré les critiques amères des tenants de l'ancienne politique, M. Kiesinger a, semble-t-il, une vision plus réaliste des choses et ne fait pas de la possession d'armes atomiques par son pays, une question fondamentale. Cette position beaucoup plus souple que celle de son prédécesseur ne l'empêche tout de même pas

d'émettre un certain nombre de critiques sur le projet de traité qui sera bientôt présenté à Genève. Car si Bonn semble avoir renoncé à posséder des armes nucléaires, c'est pour relancer vigoureusement l'idée d'une Europe maîtresse de son destin militaire et atomique à laquelle la R.F.A. serait associée à part entière. M. Humphrey, au cours de sa tournée européenne, a essayé d'apaiser le courroux de ses alliés allemands et italiens qui craignent que la signature du traité empêche à tout jamais les nations « non atomiques » de réaliser des recherches nucléaires pacifiques et les obligent à se placer sous la protection militaire et scientifique des membres du « Club ».

M. Humphrey, qui n'a pas fait grande impression, gardera sans doute une mauvaise impression de ce voyage. Mises à part les manifestations qui, partout, même à Berlin, lui firent sentir que la guerre du Vietnam rendait les Etats-Unis de plus en plus antipathiques, le ton même des entretiens avec les chefs de gouvernement fut d'une froideur rarement égalée. A Bonn, sous une apparence plus cordiale qu'à Paris, on s'aperçut tout de même que les rapports avaient changé.

Si les Américains paraissent depuis quelques mois se désintéresser de leurs alliés ouest-allemands, ceux-ci semblent également réviser leur point de vue traditionnel et très « suiviste » à l'égard du grand ami d'outre-Atlantique. Cette politique s'explique en partie par le désir de M. Kiesinger de se rapprocher de la France et de maintenir un équilibre égal entre ses deux alliés. C'est aussi le signe d'une activité diplomatique que l'on n'avait pas connue depuis longtemps à Bonn. M. Kiesinger et Brandt font preuve d'un réalisme et d'un dynamisme indéniable. Il est d'ailleurs curieux de noter le changement d'atmosphère qui règne en Allemagne Fédérale depuis quelque temps. Dans ce pays qui étouffait sous un conformisme politique assez ahurissant, les choses commencent à changer ; on ose enfin aborder les problèmes tabous, relations avec « l'autre Allemagne », frontière Oder-Neisse. La grande offensive diplomatique en direction des pays de l'Est, si elle a surpris à l'extérieur, est révélatrice de ce nouvel état d'esprit. On commence à s'apercevoir que la politique d'immobilisme n'apportait pas grand-chose et que l'aveuglement ou le refus de voir risquait de prolonger une situation qui n'a pas évolué d'un pouce en vingt ans. Le fait que le congrès du Parti Libéral ait entendu des hommes importants demander la reconnaissance de la R.D.A. et de la frontière Oder-Neisse comme préalable à toute négociation sur la réunification est également un indice encourageant.

Beaucoup reste à faire et à dire pour résoudre un problème qui intéresse toute l'Europe. Le temps du dégel n'est pas encore venu, mais enfin le glacier bouge. □



Juxon Smith :  
en attendant le prochain. A.F.P.

## Sierra Leone

### La règle du putsch

Sierra Leone, 19 mars 1967, élections législatives. Quatre pions sur l'échiquier : le Sierra Leone People's Party de Albert Margai (S.P.D.) lequel appartient à l'ethnie des « Mende » — y appartient également le commandant en chef des forces armées, le général de brigade David Lansana — l'autre parti, Alliance People's Progress de Siarka Stevens (A.P.C.) — et enfin le Sierra-Léonais gouverneur général, Sir Henry Light foot-Boston.

Le 21 mars, à un siège près, les résultats des élections ne permettent pas de savoir exactement qui l'a emporté et si surtout le S.P.D. du ci-devant Premier ministre, A. Margai, est majoritaire. Devant cet « équilibre », le gouverneur général proposa d'abord un cabinet de coalition réunissant les leaders du S.P.D. et de l'A.P.C. jusqu'ici dans l'opposition. M. S. Stevens refusa. C'est alors qu'il fut chargé par Sir Henry de former le nouveau cabinet. Dès lors, la crise était mûre !

Il faut dire que le gouverneur général avait toutes les raisons de désirer un changement de gouvernement : en effet, Sir Albert, qui souhaitait de profondes réformes politiques, souhaitait entre autres l'instauration d'un régime républicain dont Sir Henry aurait été le premier personnage, mais ce qui l'aurait ré-

duit à n'être plus qu'une « simple charge honorifique ». Un tel projet devait être soumis à la nouvelle Chambre élue par la consultation de mars 1967.

Déjà, en février dernier, une tentative de complot militaire dirigée par des officiers « Temme » (l'ethnie « rivale » des « Mende » à la base de l'A.P.C.) avait échoué grâce à la vigilance du commandant en chef. Dans ces conditions, rien n'était moins sûr que le vote par la nouvelle assemblée des projets de Sir Albert.

Il va de soi que le même commandant en chef ne pouvait admettre que M. Stevens fût chargé par Sir Henry de prendre la direction du gouvernement, en éliminant Sir Albert, sans compter que cela eût signifié la libération prochaine des officiers « Temme » et l'incarcération probable de ceux qui appartenaient à l'autre ethnie.

Aussi bien, les manifestations populaires et violentes qui se déroulèrent devant le palais du gouverneur au soir du résultat « incertain » des élections achevèrent de convaincre le commandant en chef que son heure était venue. Il s'empara du pouvoir. Pas pour longtemps cependant, puisque, en effet, après la mise à l'écart de Sir Stevens par Lansana, c'est celui-ci qui est à son tour écarté, tandis qu'était mis en place un « Conseil National de Réforme » sous l'instigation des militaires.

A noter que pour le présider, le Conseil faisait appel au lieutenant-colonel Ambrose Genda, membre de la délégation sierra-léonaise à l'O.N.U. A noter également que lors de son arrivée à Freetown, capitale du pays, le lieutenant-colonel Genda apprenait qu'il était à son tour écarté, au profit du lieutenant-colonel Andrew Juxon Smith, curieusement débarqué du même avion que Genda.

La confrontation « politique » en Sierra Leone d'hier n'était-elle que formelle, l'on ne peut s'empêcher de déplorer l'effondrement d'une apparence de stabilité et de confrontation « démocratique ». A ce titre, l'on ne peut que rapporter, ici, le point de vue du *Times* londonien dont notre confrère *Le Monde* (des 26-27 mars) extrayait entre autre ces lignes si lucides :

« ... Les rivalités tribales sont un élément des difficultés. Comme les hommes politiques, les tribus sont au pouvoir ou en dehors, et ceci jusqu'à l'échelon du village... C'est pourquoi la lutte pour le pouvoir est si âpre et le changement de gouvernement si désordonné. La pauvreté des masses, dont elles sont maintenant conscientes et qui leur paraît insupportable parce que des espérances se lèvent, rend encore plus aiguës les rivalités tribales... En Afrique comme partout ailleurs, on ne se résigne plus à la pauvreté. Les politiciens qui l'ignorent le font à leurs risques et périls... □

## Livres

# Le départ de l'Afrique

Dominique Yvoire

Un livre célèbre de René Dumont (1) affirmait il y a quelques années que l'Afrique était mal partie. Plus prudente, mais combien plus grave sera la question que se pose A. Meister qui se résume à cette interrogation cruellement simple : « L'Afrique peut-elle partir ? » (2).

L'auteur dont, il n'y a pas si longtemps, nous avons pu lire une analyse sans concessions de l'autogestion yougoslave (3), pour répondre à son propos, ne se livre pas à une approche globale du continent. Non, il observe trois ou quatre cas de pays, au surplus mal connus du public français, à savoir le Kenya, l'Ouganda, le Tanganyika et Zanzibar (ces deux derniers pays ayant fusionné pour donner l'actuelle Tanzanie).

Peut-on, à partir de ces exemples particuliers, aboutir à une extrapolation générale ? On pourrait évidemment en débattre à perte de vue. Néanmoins, l'approche de Meister nous paraît digne d'être entendue.

## Les cassures

L'idée essentielle de l'ouvrage repose sur l'observation que la société traditionnelle africaine a été à ce point l'objet du viol de la société coloniale qu'il s'est créé une entaille profonde dans le monde africain, mais entaille qui n'a pu être suffisamment totale et destructrice pour que l'ancienne société disparaisse et donne le jour à un nouveau monde. Il ne s'agit pas ici, on le comprendra, d'un point de vue ayant quelque valeur morale. On regarde d'abord une histoire et l'on peut dire que la colonisation n'est pas allée au bout de son projet qui eût été une destruction rigoureuse et une assimilation absolue. Comme ce fut le cas, par exemple, à de multiples reprises, dans l'histoire de l'humanité, lorsqu'une civilisation l'emportait sur une autre, jusqu'à se l'annexer. Quoi qu'il en soit, la colonisation a provoqué une cassure fondamentale, et ensuite elle a été plus ou moins contrainte de se retirer, laissant cette cassure subsister sans solutions immédiates, tandis que venait se superposer une seconde cassure, celle-ci se produisant au sein de la communauté africaine, opposant une « élite urbaine et minoritaire » et une masse, en majorité rurale, sur laquelle pèse la tutelle des valeurs traditionnelles.

Ainsi, Meister décrit les formes de la pénétration coloniale au cœur d'un affrontement de deux sociétés aux niveaux techniques profondément

inégaux. En particulier, on prendra connaissance de la genèse de cet « apartheid » bâtard, caractéristique de la présence anglaise, qui n'alla jamais jusqu'à la systématisation raciale et raciste que l'on retrouve en Afrique du Sud ou en Rhodésie et qui se détourna des « mythes et réalités » de l'assimilation « à la française » tels qu'on les note par exemple en Afrique occidentale.

\*\*

Après la pénétration, survient la période de confrontation, de « cohabitation » entre les deux univers, l'un moderne et européen, l'autre traditionnel et africain. Cela va durer jusqu'à l'accession à l'indépendance.

Or, phénomène capital, cette période « coloniale » par excellence fait montre de l'inefficacité d'un libéralisme qui, durant le même temps, a pourtant fait la fortune et la puissance des métropoles. C'est qu'en réalité la société traditionnelle n'a été bouleversée que dans les limites exactes où l'exigeait le développement de la société européenne. Les cassures dont nous parlions réclamaient une promotion que l'économie de type colonial n'a pu et sans doute ne pouvait fournir.

C'est ce qui explique le processus de décolonisation, puisqu'à partir d'un certain moment, le progrès de la « colonie » revenait trop cher aux colons et à la métropole. Mais c'est aussi ce qui explique, par ailleurs, que l'indépendance ait coïncidé avec un état d'inachèvement fondamental que très schématiquement l'on appelle sous-développement. Qui pourrait s'étonner de l'aboutissement d'une telle logique et se déclarer surpris par « l'échec » qui a accompagné les indépendances ?

Poussant plus loin son exégèse, l'auteur souligne que pendant le même temps, les débuts de destruction de la société traditionnelle ont été suffisamment avancés pour que le support des valeurs traditionnelles ne puisse plus à lui seul amortir « l'oppression coloniale », et cela malgré les secteurs ancestraux demeurés authentiques et refermés sur eux-mêmes (si finement analysés par Jacques Berque). Cette insuffisance du support devait être en outre plus cruellement ressentie que la prolétarisation des masses rurales s'était accélérée, provoquée en Afrique orientale par l'appauvrissement des réserves. Au Kenya, ces différents éléments eurent une cause directe dans la fameuse révolte Mau-Mau.

## Catalyseurs : lesquels ?

Survient l'indépendance. La cassure est toujours là, mais ses effets vont désormais être différents, du fait d'une certaine disparition de ce que Meister appelle le « catalyseur européen ». A ce niveau de l'interprétation, l'auteur avance une autre hypothèse qui est la suivante : tant que la colonisation demeurait, le renforcement des valeurs traditionnelles trouvait des justificatifs incontestables dans un besoin de défense et d'adaptation minimum et minimisé au monde moderne. Après l'indépendance, la persistance de l'éthique traditionnelle, souvent envahissante, devient un obstacle au développement et c'est là que l'insuffisance de la cassure initiale se fait tragiquement ressentir. La société à dominante traditionnelle n'est cependant plus exclusivement traditionnelle; confrontée inévitablement aux critères de la modernité, elle n'y est pour ainsi dire nullement préparée.

Cette hypothèse fondamentale va bloquer l'avenir de ces pays. Plusieurs preuves en sont fournies par l'auteur. Retenons, à titre d'exemple, celle de l'instruction, que Meister décrit comme étant, en Afrique, surtout un levier d'ascension sociale dans une société non structurée et dont on peut en définitive se demander s'il ne s'agit pas ni plus ni moins qu'un bien de consommation importé du monde industriel, beaucoup plus qu'une réalité adaptée et pensée en fonction des implications vitales et spécifiques du développement africain. La copie d'une telle instruction suppose qu'un fossé profond ait été franchi, qui ne l'a pas été.

\*\*

Il reste à s'interroger sur des solutions possibles qui puissent répondre à un tel diagnostic et à une telle problématique. Pour Meister, les solutions doivent être recherchées dans la constitution de « forces de développement » et la codification d'idéologies appropriées. Il importe que se produisent de nouvelles sélections sociales de manière qu'apparaissent de nouvelles élites et que la lutte de classes prenne un tour beaucoup plus aigu et beaucoup plus transformateur à terme.

A partir de telles perspectives, certaines critiques de Meister ne sauraient surprendre : celles du « revival tribal » (sur lequel il y aurait beaucoup à dire tant on schématise le problème) (4) ; celles de l'institution du parti unique, qui en Afrique n'a rien à voir avec ce qui s'est déroulé dans les pays de l'Est européen et qui reflète tout au plus l'absence de structures.

Toutes ces pages sont du plus haut intérêt; elles ont un impact tonifiant que l'on ne saurait trop conseiller. Lisez celles qui ont trait au « socialisme africain », lequel se veut beaucoup plus extension du « communisme » qu'il ne se définit par rapport à la « technique », méprisée comme n'étant qu'une superstructure ou perçue seulement à travers

le canal du néo-colonialisme. Cette obsession des valeurs traditionnelles ne saurait faire oublier que la société d'hier ignorait la notion de plus-value dont l'appropriation se trouve au cœur même de toute recherche d'un « socialisme moderne ». En vérité, ce passivisme ne fait qu'éviter le conflit avec la modernité dont il est une forme de déroulement; il traduit un besoin instinctif de refuge devant l'impossibilité de créer les moyens matériels qui correspondraient aux valeurs modernes.

\*\*

C'est que — comme le note l'auteur dans sa conclusion — en Europe, le développement a précédé le changement social, alors que l'inverse se produit en Afrique orientale, sinon dans toute l'Afrique. Tandis que, pour notre part, nous nous dirigeons vers l'ère de la consommation de masse avec toutes les problématiques éthiques que cela pose, les pays sous-développés devraient commencer par s'orienter en priorité vers la production tout court.

Or, les « modèles occidentaux » envahissent ces pays, submergent le fragile « socialisme africain » ; au lieu de s'aliéner dans ces imitations non opportunes et non adaptées, il conviendrait de dépasser « l'impossible authenticité » actuelle.

Rapports sociaux et économiques nouveaux que l'auteur perçoit à terme dans le conflit inévitable entre des élites définitivement stratifiées et une alliance de sous-prolétariat urbain et d'intellectuels non employés (on devine que la « militarisation » des régimes ne constitue qu'une étape, de « diversion », sur un tel axe; Meister ne s'y arrête pas dans la mesure même où la prise du pouvoir par les militaires n'a affecté, du moins pour l'instant, que les pays de l'Afrique occidentale et non ceux du secteur oriental).

Bref, pour Meister, il faut que l'heure de l'Amérique latine sonne en Afrique; d'ici là, ce n'est pas la paysannerie qui bougera, paralysée dans son cadre traditionnel.

En accord ou non avec toutes les vues de l'auteur, il faut lire son livre. Son originalité n'est pas sans défauts, ce sont ceux que l'on rencontrera au fur et à mesure des pages de cette volumineuse analyse. Pour notre part, nous estimons que ces défauts « novateurs » sont préférables et qu'il faut, pour comprendre le tiers monde, s'écarter de plus en plus des sentiers battus, tout en conservant les thèses désormais vérifiées par l'histoire actuelle. A une bonne étude de l'impérialisme contemporain, on doit associer l'approche d'un Meister. Lentin et Meister !

(1) René Dumont : « L'Afrique est mal partie » - Editions du Seuil, réédition récente dans la collection « Politique ».

(2) Albert Meister : « L'Afrique peut-elle partir ? » - Editions du Seuil - 450 p., 25 F.

(3) Egalement aux éditions du Seuil.

(4) Colin Turnbull : « L'Africain désespéré » - Editions du Seuil.



Delphine Seyrig dans « La Musica ».

## Cinéma

# La "musique" de Delphine Seyrig

Jean Helms

Le nouveau roman récidive. Après Robbe-Grillet, voici que Marguerite Duras se lance à son tour dans la mise en scène au cinéma avec *La Musica*. Le résultat n'est guère plus convaincant. Il n'y a cependant pas que des points communs négatifs chez ces deux écrivains. Ils ont, on s'en souvient, permis l'un et l'autre à Alain Resnais de créer ses deux plus purs chefs-d'œuvre : *L'année dernière à Marienbad* et *Hiroshima mon amour*. Aussi bien, ce n'est pas à leur talent de scénariste que nous en voulons. Moins encore à l'endroit de Marguerite Duras qui a sur Robbe-Grillet l'avantage du nombre de scénarios et d'une certaine chaleur aussi. C'est à elle qu'on doit également *Le barrage contre le Pacifique*, *Moderato cantabile*, *Une aussi longue absence*

et deux films plus récents : *Dix heures et demie du soir en été* de Jules Dassin et *Le matin de Gibraltar* de Tony Richardson.

On comprend qu'après un tel tableau de chasse, la tentation ait été forte pour Marguerite Duras de devenir son propre réalisateur, même en coupant la poire en deux avec Paul Seban. Mais ce monotone dialogue de deux époux séparés et retrouvés relève plus de la veine dramatique que du cinéma. Oubliez l'histoire, il ne reste plus que deux visages : celui de Robert Hossein, d'une force contenue, et surtout celui de Delphine Seyrig dont l'expression et la voix musicale n'ont pas fini de nous enchanter. Quelle extraordinaire foi dans son talent conduit cette comédienne inappréciable (peut-être la plus grande avec Riva) de la crinoline de Tourgueniev à la poubelle de Beckett, des plumes vaporeuses de *Marienbad* au tailleur fatigué de *Muriel*? Ah! si Marguerite Duras avait été plus musicienne!...

## Wise à l'heure des Canonnières

Bernard Le Saux

Après une brève incursion dans le domaine de la comédie musicale qui, malgré le succès remporté par « *West Side Story* », fut loin d'être probante, Robert Wise revient à un genre qui le vit naguère s'illustrer, celui du film d'action.

Le résultat, hélas, est décevant. Cette « *Canonnière du Yang-Tsé* » en effet, se situe très en dessous de ce qu'on aurait pu attendre du réalisateur de « *Nous avons gagné ce soir* ». Il faut dire que le système de la super-production ayant déjà brisé les talents d'hommes comme Ray, Mann ou Aldrich, ne laissait que peu de chance au bon technicien Wise.

Film décevant donc, mais non méprisable, qui nous conte les tragiques destinées de la canonnière U.S. "San Pablo" et de ses hommes, chargés de protéger la vie des ressortissants américains, menacés par les troubles nationalistes qui secouent cette Chine de 1926.

Compte tenu de la situation politique actuelle, on pouvait craindre

que cette canonnière ne servit de prétexte à de honteuses auto-justifications, qu'elle devienne en quelque sorte un appoint psychologique de la VII<sup>e</sup> flotte. Il n'en est fort heureusement rien, et même, le scénario, bien que n'étant pas exempt de certaines ambiguïtés, s'émaille de répliques gentiment subversives, comme : « Que diriez-vous si une canonnière chinoise patrouillait dans le Mississippi ? »

De plus, sur un terrain plus cinématographique, certaines scènes du film : une bagarre homérique dans un bouge à matelots, le franchissement par la canonnière d'un barrage de jonques, etc., frisent le morceau d'anthologie. Wise atteint là une efficacité, une puissance, qui appartiennent en propre au meilleur cinéma américain.

Le reste du temps, ma foi, puisque c'est sa mission, la canonnière patrouille sur le Yang-Tsé. Et il est long le Yang-Tsé, oh combien !

## T. V.

# Une synthèse à développer

René Lali

« *Economie et Politique* », qui est une revue marxiste éditée par le Parti Communiste, public, pour son n° 151, une étude de Pierre Champeix qui s'intitule « Une Radio-Télévision démocratique ». (1)

C'est une étude très complète, très documentée. L'O.R.T.F., c'est le plus grand journal de France et la plus grande entreprise de spectacle. Ce devrait être pour le plus grand progrès de l'éducation, de la culture, de l'information. Comme on le sait, il n'en est rien ; les raisons, nous les connaissons à peu près toutes. Pierre Champeix a le mérite de décrire les tenants et les aboutissants qui font, que dans la société néo-capitaliste où nous vivons, le pouvoir gaulliste ne pouvait faire que s'emparer complètement de la Radio et de la Télévision, en faire un instrument de déformation de la vérité et d'avilissement du public.

L'organisation défectueuse des finances de l'Office, les rapports de ce dernier avec l'industrie électronique, elle-même au centre du maillage capitaliste sont également décrits.

Les solutions ? Le gouvernement a les siennes : assujettissement plus grand encore, s'il est possible, sur le plan politique ; introduction de la publicité de marques à laquelle on

se propose d'abandonner purement et simplement la 2<sup>e</sup> ou la 3<sup>e</sup> chaîne (cf. Pro-TV et projet Bokanowski) et l'on sait bien jusqu'où peut s'abaisser l'industrie du spectacle, lorsqu'elle est soumise à la "réclame".

Pierre Champeix présente, lui, les grandes lignes de ce que devrait être un statut organique de la Radio-Télévision pour qu'elle soit véritablement démocratique. Il donne en annexe, le projet de loi présenté par le Parti Communiste en 1963. Un regret : il est bien entendu que dans un programme commun à toute la gauche, les grandes lignes ne peuvent pas être bien différentes de celles que propose Pierre Champeix ; ce qui manque, c'est un schéma de fonctionnement interne qui rende possible la vie de ce grand corps, lequel ne fonctionne pas comme il le devrait, parce qu'il lui manque des neurones et des organes nerveux. Sur ce terrain concret, il y a beaucoup à élaborer et à imaginer.

Une conclusion agréable : il circule tout au long de cette brochure un ton libéral qui semble la marque de la nouvelle génération d'intellectuels communistes.

(1) Cf. également le petit livre paru récemment dans la collection « Société » : « Le règne de la T.V. » par J.-C. Moreau sur lequel nous reviendrons.

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

les 400 coups

Colloque

# La résorption du sous-développement

Manuel Bridier

C'est sur le thème ambitieux d'un « plan mondial de résorption du sous-développement » que l'Association « Technique et Démocratie » avait organisé son colloque annuel, auquel ont participé près de trois cents personnes des pays les plus divers. Le rapport présenté par les animateurs proposait la création d'une agence mondiale destinée à quadrupler le volume de l'aide accordée par les pays industriels aux pays en voie de développement, afin de leur permettre une croissance économique accélérée. Un rapport annexe, présenté par Gabriel Ardant, reprenait sur la stabilisation des cours des matières premières par la création d'une monnaie gagée sur les stocks mondiaux des idées qui nous sont familières et que Pierre Mendès France a maintes fois développées.

Les représentants des partis politiques français, de l'U.N.R. au Parti Communiste, avaient été invités à donner leur point de vue sur ce programme.

C'est notre camarade Manuel Bridier qui a présenté les observations du P.S.U. Tout en approuvant le principe et les grandes lignes d'un plan mondial de coopération, il a tenu à préciser le contexte politique et social dans lequel une telle intervention doit se situer pour être efficace.

On trouvera ci-dessous les principaux passages de son intervention :

« Les problèmes historiques ne se résolvent pas seulement par des solutions techniques ou mathématiques. Il existe au développement économique et social des peuples, des obstacles structurels qui ne tiennent pas seulement à l'organisation de l'Etat et de l'économie, mais au système social tout entier. L'ensemble de ces obstacles trouve aujourd'hui sa synthèse dans ce qu'il nous faut bien appeler le néo-colonialisme, qui n'est pas — comme on a voulu le dire — un simple néologisme de propagande, mais un type nouveau d'exploitation et de domination caractérisé par l'alliance de la bourgeoisie nationale et des intérêts étrangers.

Il est illusoire de penser au développement économique rationnel d'un Etat si cet Etat lui-même est dominé par des intérêts qui lui sont extérieurs.

On comprendra que je ne veuille pas m'étendre ici sur les implications de ce problème quant à la politique intérieure des pays sous-développés. C'est ici l'affaire des peuples de ces

pays. Mais le problème concerne également nos propres Etats. Le système capitaliste de production et d'échange est tel qu'une grande partie des concours qui pourraient être prévus pour le développement économique du Tiers Monde serait inévitablement détournée de leur emploi si de profondes réformes de structures n'interviennent pas. Faute de telles réformes, il est à craindre, par exemple, que la nécessaire importation de produits manufacturés en provenance des pays du Tiers Monde ne soit utilisée par le capitalisme occidental comme une arme contre les salariés de nos pays. On verrait alors le capitalisme international tenter de dresser les uns contre les autres le prolétariat des pays industrialisés et les masses des pays sous-développés comme on a dressé jadis, avec le profit que l'on sait, les masses paysannes contre les ouvriers des villes.

### Coordonner les actions populaires

C'est pourquoi nous estimons qu'il est indispensable de mettre



Aider les hommes dans le présent.

Roger Viollet

sur pied, parallèlement à la coopération entre Etats, une coopération au niveau des peuples et particulièrement une coordination des actions sur le plan syndical...

Cette préoccupation ne nous détourne pas, bien entendu, de l'étude des relations d'Etat à Etat qu'il ne saurait être question de subordonner à des réformes préliminaires à long terme. Sans oublier la nécessité inéluctable de ces réformes, il n'en faut pas moins s'efforcer de faire ce qui est possible dans la situation actuelle. L'accroissement des concours internationaux au développement du Tiers Monde que préconise votre rapport est une nécessité impérative.

Les conditions dans lesquelles ces concours seront accordés doivent cependant répondre à trois conditions essentielles. Il faut aider les hommes dans le présent afin d'éviter le sacrifice des générations actuelles. Il faut favoriser le développement économique futur. Il faut s'efforcer enfin de ne pas transformer l'aide en un mécanisme de consolidation des régimes politiques et des systèmes sociaux existants, de ne pas en faire un facteur supplémentaire de domination...

### Dépasser les micro-nationalités

...Nous devons en particulier mettre en garde contre tout système qui associerait durablement certains pays développés à certains pays sous-développés et qui aboutirait inévitablement à resserrer entre eux des liens de domination économique en même temps qu'à constituer un obstacle au regroupement des économies régionales dans les zones sous-développées. Nous croyons fermement que le développement économique des pays du Tiers Monde passe par le dépassement des « micro-nationalités » actuelles et par la création de grands ensembles régionaux ou continentaux, politiques et économiques. C'est sous l'angle des rapports des pays industriels avec ces grands ensembles plutôt qu'avec les Etats eux-mêmes que nous paraît devoir être posé le problème de la coopération, problème qui ne se pose pas seulement au niveau des relations étatiques, mais sur le plan de la solidarité entre les peuples, c'est-à-dire de la solidarité objective des travailleurs de l'Occident et des masses exploitées du Tiers Monde, contre la cause commune de leur exploitation : le système capitalisme lui-même. »